

*Numéro spécial*



**Exécution des crédits provisoires 2017:**  
**Les dépenses des institutions empêchent le décaissement**  
**de fonds en direction de la CENI**

Publication mensuelle éditée  
par l'Observatoire de la Dépense Publique  
10<sup>ème</sup> Rue Limete, avenue Zinnias 568,  
Quartier Résidentiel  
Ville de Kinshasa/RD Congo

E-mail: odeprdc@yahoo.fr;  
info@odeprdc.cd

Téléphone: +243 81 7005 838

Site web: www.odeprdc.cd

**Président du conseil d'administration**  
Prof. Florimond MUTEBA TSHITENGE

**Directeur de publication**  
Rycky MAPAMA

**Secrétaire de rédaction**  
Jacques KATSHELEWA

**Rédacteur en Chef**  
Valery MADIANGA

**Equipe de Rédaction**  
Jacques KATSHELEWA  
Valery MADIANGA  
Valentin MADIBA  
Guillaume ATATAMA

**Mise en page**  
Valery MADIANGA

## I. Point de vue :

### **RDC : Une croissance évoluant en dent de scie** *page 3*

## II. DOSSIER:

- ◆ **Les dépenses des institutions empêchent le décaissement des fonds pour les élections** *page 4-5*
- ◆ **Les crédits provisoires 2017 s'écartent de la mission du gouvernement** *page 5-6*
- ◆ **Deux rubriques consomment 2,6% du budget de l'Etat** *page 7*

### *Nos partenaires*





## **RDC : Une croissance**

### **évoluant en dent de scie**

**L**a République Démocratique du Congo (RDC) possède d'immenses ressources naturelles et s'étend sur un territoire de 2,3 millions de kilomètres carrés. Le pays abrite près de 77 millions d'habitants, selon les dernières estimations de l'Institut national de la statistique, dont moins de 40 % vivent en milieu urbain. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et plus de 1 100 minéraux et métaux précieux répertoriés, la RDC pourrait devenir l'un des pays les plus riches du continent africain et l'un de ses leviers de croissance.

Malgré ses richesses, la RDC est caractérisée par une mauvaise gestion de ses ressources naturelles. Société mythique et centenaire, la Gécamines désormais propriété de l'Etat, n'est plus qu'un « cadavre qui bouge encore un peu ». Autrefois, elle faisait vivre toute la région, assurait les logements, la nourriture, les loisirs. Puis, ces dernières années, elle a été démentelée, cédant ses actifs miniers à des groupes opaques établis dans des paradis fiscaux.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique et financière, la croissance des industries extractives ne dépassait pas les 4,8 %. La production du cuivre est passée de 1 030 129 tonnes en 2014 à 1 039 007 tonnes en 2015, soit une légère hausse de 0,9 %, et son prix a baissé de 19,7 % en moyenne.

L'année 2017 a mal démarré et la RDC ne produit plus que 20 000 tonnes de cuivre contre 450 000 tonnes à la fin des années 1980. « Le cours du cuivre a atteint sa valeur la plus basse depuis six ans ! », selon le dernier rapport de la fédération des entreprises du Congo, pointant la perte récente de plus de 13 000 emplois dans le secteur minier qui, avec le pétrole. Ce qui représente 95 % des recettes d'exportation du pays.

Les recettes intérieures de l'État n'auraient nominalelement augmenté que de 6 % en 2015, contre des projections initiales de 14,5 % ; et 2016 a même connu une baisse considérable des recettes. Une tendance qui se poursuit jusqu'en 2017. Cette contreperformance est essentiellement due à la baisse des recettes pétrolières et minières. Les recettes issues de la TVA qui constituent le quart des recettes intérieures, n'ont pas dépassé 3,5 % du PIB.

Du coup, tout a changé et l'économie sombre. Pour l'instant, plus de 150 entreprises ont fermé entre 2015 et 2016 au Katanga, selon la loi de finances rectificative 2016. Les devises viennent à manquer au pays, qui a la singularité d'être fortement « dollarisé » depuis le début des années 1990, marquées par une inflation de 2 000 %.

Aujourd'hui, les billets froissés de francs congolais ne valent plus grand-chose. Depuis juin 2016, le franc congolais a perdu plus de 30 % de sa valeur face au billet vert, l'inflation guette. Elle devrait atteindre 5 % en 2017 selon les estimations de la Banque centrale du Congo qui tente, en vain, d'endiguer la tendance. La vente de devises a échoué. Plus qu'ailleurs, affaires et politique s'entremêlent en République démocratique du Congo (RDC).

**Rycky MAPAMA, Directeur Exécutif de l'ODEP**



**Exécution des crédits provisoires au 31 Janvier 2017:**

## Les dépenses des institutions empêchent le décaissement des fonds pour les élections



Siège du Parlement de la RDC

Les Etats de suivi budgétaire provisoires à fin Janvier 2017 renseignent un niveau global des dépenses exécutées de l'ordre de 211.424.219.994 FC contre les crédits provisoires de 458.122.633.115 FC, soit un taux d'exécution de 46,2%.

En ressources internes, les dépenses effectuées s'élèvent à 211.424.219.994 FC contre les crédits provisoires de 376.532.953.569 FC, soit un taux d'exécution de 56,6%. Par contre en ressources extérieures, aucun paiement n'a

été enregistré.

Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense affichent le comportement ci-après :

Engagement : 304.169.599.883 FC, contre les crédits provisoires de 458.122.633.115 FC, soit un taux de 66,4% ;

Liquidation : 291.105.338.867 FC, correspondant aux taux de 95,7% par rapport aux engagements ;

Ordonnancement : 220.479.668.683 FC, renseignant

le taux de 75,7% par rapport aux liquidations ;

Paiement : 211.424.219.994 FC indiquant le taux de 95,9% par rapport aux ordonnancements.

### Les principales actions réalisées

Parmi les principales actions réalisées au cours du mois de janvier 2017 sont les suivants :

Paiement au titre de frais de fonctionnement des ambassades et consulats généraux de la zone dollars ; prime du premier tour des Léopards football seniors mes-



Les élèves devant les de classe

sieurs et de leur qualification à la coupe d'Afrique de nation « GABON 2017 » ; complément de l'enveloppe de la paie des cabinets ministériels ; approvisionnement en faveur de la prison centrale de Makala ; frais pour l'acquisition des droits de retransmission de la CAN total « GABON 2017 » ;

Fonds spécial d'intervention au profit de l'assemblée nationale pour la session extraordinaire de décembre 2016 ; la ville de Kinshasa pour son assainissement ;

Mise à disposition des fonds en faveur des FARDC pour l'achat des fournitures et petits matériels de bureau ainsi que les matériels spécifiques.

### Exécution des Objectifs du gouvernement

La mise en œuvre du Programme d'action du Gouvernement par axe

s'est réalisée de la manière ci-après :

Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat 79.517.476.017 FC contre les crédits provisoires de 152.624.309.435 FC, soit un taux d'exécution de 52,1% ;

Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi 33.519.3493256 FC contre les crédits provisoires de 116.541.006.237 FC, soit un taux d'exécution de 28,8% ;

Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base, 3.834.068.297 FC contre les crédits provisoires de 28.661.815.826 FC soit un taux d'exécution de 13,4% ;

Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population 89.337.836.553 FC contre les crédits provisoires de 153.265.449.567 FC soit un taux d'exécution de 58,3% ;

Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté 2.791.562.500 FC contre les crédits provisoires de 3.600.553.323 FC soit un taux d'exécution de 89,3% ;

Renforcer la diplomatie et la coopération au développement 2.423.928.370 FC contre les crédits provisoires de 3429.498.727 FC soit un taux d'exécution de 70,7%.

### La transparence



## Les crédits provisoires 2017 s'écartent de la mission du gouvernement



L'équipe du gouvernement de transition

**L**e gouvernement de la transition, investit en décembre 2016, a trois principales missions : l'organisation des élections, amélioration de la situation économique et garantir la sécurité. En observant l'exécution du budget 2017 au 31 Janvier, on constate les faits suivants :

1. Les rubriques bourses d'études,
2. Les dépenses exceptionnelles sur

contreparties des projets, les dépenses exceptionnelles sur ressources extérieures, les frais financiers, les investissements sur ressources extérieures, les investissements sur ressources propres, les subventions aux services déconcentrés et la TVA remboursable n'ont connu aucun paiement ;

ressources propres (dépenses des élections) ont été exécuté à hauteur de 649.864.260 FC sur une prévision de 21.291.666.667 FC soit 3,05% ;

3. Les dépenses de fonctionnement des institutions ont enregistré un paiement de 9.1189.112.298 FC sur un crédit de 17.166.858.169 FC soit 53,52%, dont la structure se présente comme suit :

Institutions	Crédits provisoires	Paiement	Taux d'ex. %
Présidence de la République	7.961.605.106	6.517.925.670	81,86
Primature	1.863.265.280	2.154.212.704	117,31
Assemblée nationale	12.559.229.409	7.275.970.799	57,93
Sénat	3.722.301.574	2.495.147.195	67,03
CENI	26.567.998.958	15.479.660	0,05
Commission nationale de droit de l'homme	514.440.617	77.348.700	15,03
CSAC	454.898.680	320.710.687	70,50
Conseil économique et social	586.739.022	163.747.603	27,70

Source : Etat de suivi budgétaire du 31 Janvier 2017 (Ministère du Budget)



4. Les dépenses de fonctionnement des Ministères ont été payé à hauteur de 22.554.486.233 FC sur un crédit de 48.453.725.651 FC soit 46,54%. se présentent de manière suivante :

5. Les dépenses de secteurs sociaux

Institutions	Crédits provisoires	Paiement	Taux d'ex. %
Santé	30.500.444.867	14.481.700.853	47,48
Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel	56.631.333.238	47.819.463.242	84,43
Enseignement Technique et Professionnel	4.701.066.066	10.500.000	0,22
Agriculture	25.190.800.918	1.712.807.901	6,79
Energie	9.938.406.434	393.938.947	3,96
Développement rural	5.140.087.937	676.465.484	13,16

Source : Etat de suivi budgétaire du 31 Janvier 2017 (Ministère du Budget)

## Deux rubriques consomment 2,6% du budget de l'Etat

Le « **fonds spécial d'intervention et frais secrets de recherches** », inscrits dans

la rubrique fonctionnement des institutions et des Ministères, sont les deux rubriques qui consomment 2,6% du budget de l'Etat en RDC.

D'énormes moyens financiers sont aussi affectés à des lignes budgétaires suivantes :

Libellé nature	Montant en FC	Montant en USD
Fonds special intervention	119.433.201.856,0	127.948.151,3
Indemnité Kilométrique	529.543.4052,0	56.72.970,2
Frais secret de recherche	71.383.480.637,0	76.472.741,6
Prestations intellectuelles	1.534.692.319,0	1.644.107,7
Titre de voyage à l'intérieur	364.930.800,0	390.948,4
Titre de voyage à l'extérieur	4.830.063.970,0	5.174.421,7
Frais de mission à l'Intérieur	5.992.674.320,0	6.419.920,0
Frais de mission à l'extérieur	5.239.023.660,0	5.612.538,1
<b>Total</b>	<b>214.073.501.614,0</b>	<b>229.335.799,0</b>

Source : Etat de suivi budgétaire du 31 Janvier 2017 (Ministère du Budget)

### Recommandations de l'ODEP

Sur base de cette analyse, l'ODEP estime que si la RDC veut organiser des élections en 2017 conformément à l'accord du 31 décembre 2016, il faut que le gouvernement puisse:

Réduire les dépenses de fonctionnement des institutions et des Ministères, car le budget de l'Etat a fondu, passant de 9 milliards de dollars en 2015 à 6 milliards l'année 2016. Pour l'exercice 2017, le budget de l'Etat s'élève à 4,7 milliards de dollars, soit moins que

ce dont dispose la région Ile-de-France et de la Côte d'Ivoire. En plus, la croissance de 7,7 % en moyenne entre 2010 et 2015 s'est effondrée et devrait n'être que de 2,5 % à fin décembre 2016, selon la Banque centrale du Congo ;

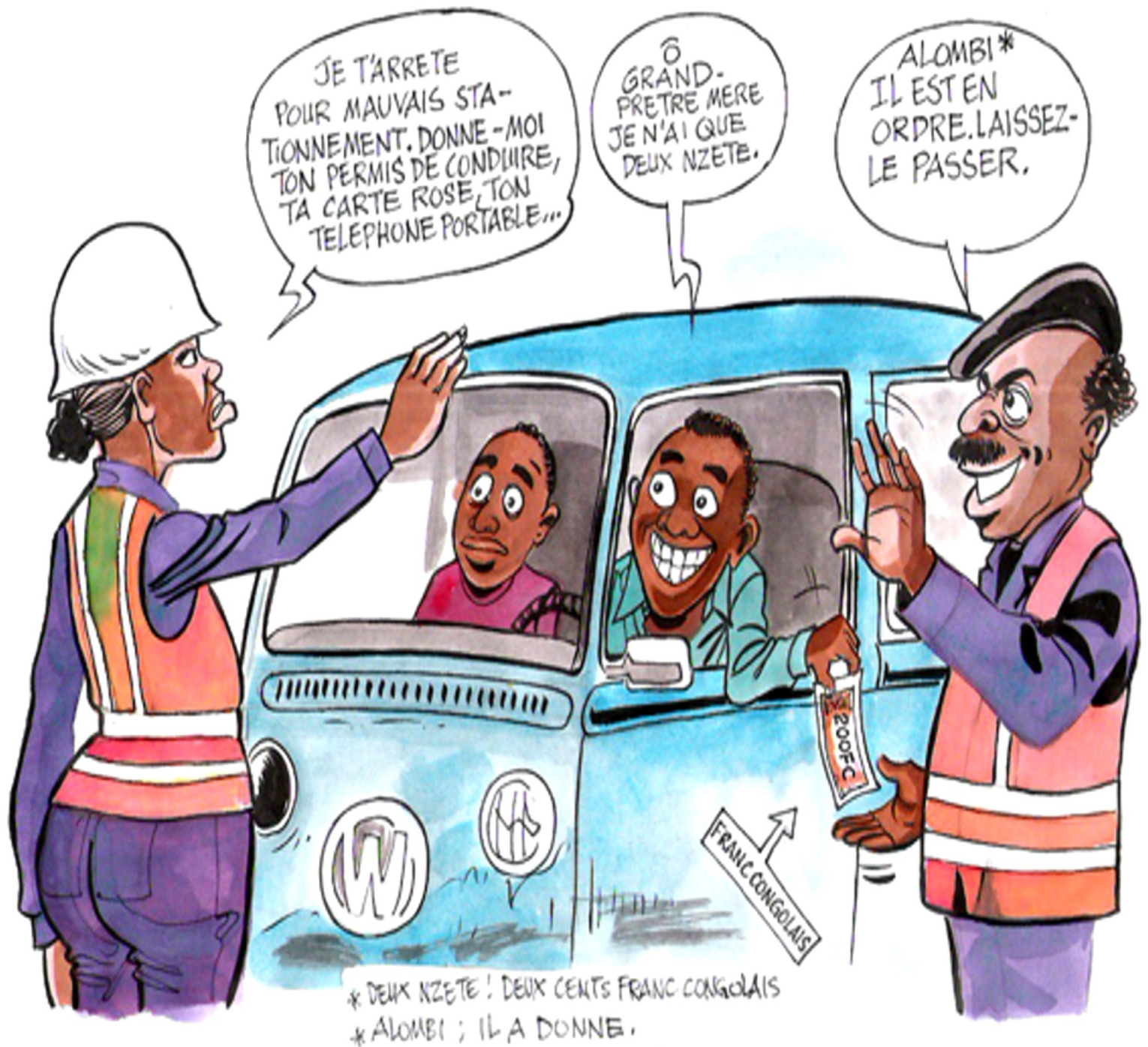
Annuler le paiement des lignes budgétaires « **fonds spécial d'intervention et frais secrets de recherches** » inscrits dans la rubrique fonctionnement des institutions et des Ministères. Car, elles représentent 2,6% du budget de l'Etat et pourraient financer quelques opéra-

tions électorales, notamment la moitié des élections Présidentielles et Législatives;

La mise en place d'un fonds spécial pour les élections où sera logé les financements internes et externes à affecter à la CENI ; Réduire les missions de services à l'intérieur du pays tout comme à l'étranger ; Réduire la taille du gouvernement, de membres des Cabinets ministériels et le personnel du régime général.

**La transparence**

# Stop au coulage de recettes publiques!



## Ce que je dis...

**L**es systèmes de Gestions de Finances Publiques transparents et participatifs contribuent à faire respecter les droits humains, au sens d'autonomisation. Ils permettent en effet aux citoyens d'influencer et d'adapter les milieux et les institutions politiques afin que ceux-ci servent leurs intérêts, de revendiquer leurs droits et de se faire entendre auprès des élites politiques. Puisque les divers éléments et sous-systèmes abordés dans le débat sur la gestion des finances publiques ont une portée considérable. Une appliqué par l'autorité, on tend désormais à parler plus largement de *bonne gouvernance financière*.